

Le médico-social, l'oublié du Ségur

L.P.
L.P.



Alors que le Ségur de la Santé a récompensé les soignants mobilisés contre la Covid-19, le secteur du médico-social est resté en marge de ses discussions. Hier, la CGT du Centre Hospitalier de Calais se mobilisait pour leurs collègues du Foyer de Vie Jardin d'Opale et du CSAPA (Centre de soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie).

« ON A L'IMPRESSION QU'ON VAUT MOINS »

Infirmiers, aides-soignants, psychologues ou assistantes sociales, ils se surnomment « *les oubliés du Ségur* ». Sentiments d'injustice, d'exclusion, de non-respect les ont poussés à se mettre en grève. Parfois même pour la première fois, comme cette aide-soignante du Foyer de Vie : « *On a les mêmes diplômes, mais on a l'impression qu'on vaut moins que nos collègues...* ». L'une de ses collègues renchérit : « *Nos collègues d'Ehpad, à la porte d'en face, eux, ils sont concernés par le Ségur, mais pas nous...* »

Du côté du personnel du CSAPA, l'incompréhension est encore plus grande : « *Comme si la Covid n'avait pas eu d'effets sur les addictions !* »

Pour Séverine Vasseur, secrétaire générale de la CGT de l'hôpital de Calais, la revendication est claire : « *On exige qu'Olivier Véran (ministre de la Santé, ndlr) fasse un amendement dans le décret du Ségur pour inclure le médico-social. Ce secteur a également le droit de toucher les 183 euros par mois* », résume-t-elle

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)